

Cameroun Gare aux poulets !

Pour dénoncer l'importation massive de poulets congelés en provenance d'Europe au Cameroun, le SAILD (Service d'appui aux initiatives locales de développement), une association partenaire de SOS Faim, a fondé l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC). SOS Faim s'est joint au combat de l'ACDIC et les résultats obtenus furent impressionnants : le Cameroun a suspendu la délivrance d'autorisations d'importer du poulet congelé, des importateurs ont subi un redressement fiscal, les postes de contrôle sont renforcés dans différents ports du Cameroun, la filière avicole locale est relancée. Défis Sud a rencontré Bernard Njonga, président de l'ACDIC.

Un entretien avec Bernard Njonga
(Président de l'ACDIC)

DS Alors, cette campagne poulet est une réussite ! Et maintenant ?

Bernard Njonga : Nous avons gagné une bataille, mais pas la guerre ! Au départ de cette campagne, on s'était donné un objectif : améliorer la compétitivité de la filière agricole nationale et obtenir la substitution du poulet congelé par le poulet produit localement. Nous voulons que ce poulet soit vendu à un prix favorable au consommateur et qu'il soit de qualité. Nous souhaitons aussi qu'à travers la satisfaction de la demande, on sauvegarde les métiers de la filière agricole. Surtout les petits métiers. Parce que dans cette filière, il y a ceux qui produisent les aliments (comme c'est le cas pour le maïs et le soja), il y a les petits éleveurs, ceux qui transportent le produit de ce petit élevage vers les centres urbains, il y a ceux qui commercialisent les poulets, ceux qui plument le poulet sur les marchés, et parallèlement, dans les villages, les artisans qui fabriquent les paniers qui servent au transport des poulets. Si on n'arrive pas à ce stade de sauvegarde des métiers, il n'est pas exclu que demain les consommateurs se tournent vers nous pour nous demander ce qu'ils auront à manger ! Nous ne sommes pas à l'abri de ce genre de plainte.

DS L'ACDIC, dont vous êtes le président, veut entamer des campagnes sur d'autres produits comme le riz, l'oignon, la tomate.

BN : Avec la campagne poulet, nous avons augmenté notre visibilité, notre crédibilité, ce qui n'est pas négligeable. Ce gain de légitimité nous

permet d'intervenir sur un certain nombre de problèmes qui nous concernent. Il reste néanmoins difficile de comparer le problème du poulet à celui du riz. Les environnements dans lesquels ces aliments sont produits sont différents. Il n'empêche que le poulet seul ne suffit pas pour manger : pourquoi voudriez-vous que l'on produise du poulet localement et qu'on le consomme avec des produits importés? Dans ce



Bernard Njonga,
un pragmatique.
Photo : SOS Faim

cas, on n'améliorerait rien au niveau de notre souveraineté alimentaire. Le maïs, le riz, l'oignon et la tomate sont importants en terme d'emplois pour la population. Ce sont des cultures qui sont >

- maîtrisées par les petits producteurs. Et si ces cultures sont attaquées comme l'a été le poulet, je pense qu'il est normal de faire quelque chose.

DS Les importateurs vont peut-être faire profil bas face au poids de l'ACDIC, mais ils reviendront par une autre porte dans cinq ans !

BN : Bien évidemment. Et pour contrer cela, nous encourageons les anciens importateurs de poulets à se reconvertir en producteurs. Car si les importateurs investissent dans la filière, ils comprendront que c'est absurde d'importer. Mais le risque peut aussi venir des consommateurs. Car les habitudes de consommation sont versatiles. Elles peuvent changer d'un moment à l'autre. C'est pour cela que nous avons inscrit la campagne dans la durée, sur une période de 10 ans. A force de répéter une action l'on peut gagner une bataille. Les autorités doivent réagir. La présidence camerounaise a interpellé le gouvernement sur les mesures à prendre pour régler la pénurie de poissons et de poulets sur le marché. Il faudrait également s'interroger sur des mesures qui dynamiseront la production locale ! Sinon, le gouvernement est capable de répondre au chef de l'Etat qu'il faut ré-autoriser les importations de poulet congelé pour résoudre la pénurie ! Le risque existe d'avoir des responsables qui ne comprennent pas le sens de notre combat contre l'importation du poulet congelé.

DS L'agriculture camerounaise a-t-elle les reins assez solides pour satisfaire la demande ?

BN : Mais oui !!! Et plutôt deux fois qu'une. La campagne a débuté en avril 2004, nous sommes à présent en avril 2005. On a fait une analyse auprès de neuf producteurs. L'on voit le nombre de poussins d'un jour passer de 184 000 par semaine à 260 000. Au regard des investissements qu'ils ont réalisés, ils seront prêts à produire près de 660 000 poussins en septembre. Ce chiffre dépasse le besoin national. On peut déjà réfléchir à exporter.

DS Vous allez jusqu'à parler d'exportation vers l'Europe... C'est bien de la provocation ?

BN : Mais absolument pas ! J'ai eu la chance de visiter une ferme intégrée, à Doux, dans le massif central, près de Clermont Ferrand. J'y ai vu plus de 22 500 poules entassées sur 100 mètres sur 10. C'est invivable ! Quand je vois la manière dont on produit intensivement au Cameroun, je me dis que vous serez prêts à confondre notre poulet

avec votre poulet bio, si on le faisait venir en Europe. Et je suis sérieux.

L'élevage intensif, au Cameroun et en Europe, c'est le jour et la nuit. Je parle des élevages intégrés, comprenons-nous bien. Je vous ferais remarquer qu'en Europe, on utilise la lumière artificielle d'un bout à l'autre de l'élevage. Or cette technique n'existe pas encore en Afrique. Et je vous ferai aussi remarquer qu'on consomme de plus en plus de poulets congelés en Europe. Du poulet qui vient d'Amérique Latine, d'Asie du Sud, mais ce sont des firmes françaises qui ont délocalisé. Ce n'est pas encore le cas pour nous. Il pourrait bien arriver un jour où on ferait goûter du poulet africain au consommateur européen.

DS Alors, le poulet camerounais offre toutes les garanties d'hygiène ?

BN : Non, je ne dis pas que nous avons toutes les garanties. Quand vous surdosez l'antibiotique, la poule grossit en poids et en volume, et on obtient une viande immature. Si on pratique la même chose en Afrique pour un besoin commercial, on obtiendra le même produit.

Mais si nous sommes stricts par rapport aux conditions d'élevage, ce sera l'occasion d'arrêter un label ! De faire entendre au consommateur européen que les caractéristiques et les conditions d'élevage du poulet camerounais autorisent une exportation au Nord.

DS Et la chaîne de froid ?

BN : La chaîne de froid en Afrique n'est pas un problème. On peut avoir des chaînes de froid en Afrique. Vous avez du poulet élevé dans les mêmes conditions qui part du Brésil. Et le trajet Yaoundé/Europe serait plus court que celui entre le Brésil et l'Europe !

DS Certains estiment que l'Afrique doit définir son propre modèle et arrêter d'imiter la manière dont l'Occident fonctionne. Etes-vous d'accord avec cette philosophie ? Avec cette histoire de poulet, ce commerce, ces échanges, est-ce qu'on n'est pas encore dans un modèle occidental ?

BN : Par nature, je suis plus penché vers l'action que vers la philosophie. Si on reste incapables de montrer un endroit en Afrique où on essaye de mettre en application cette philosophie, c'est qu'elle demande à être réadaptée ! Et je crois fondamentalement qu'il est aujourd'hui impossible pour les Africains de se développer en vase clos. ■

Autres produits, autres campagnes

95 % des Camerounais mangent du riz importé au moins une fois par semaine. « Est-on capables de produire ce riz au Cameroun ? », se demande Bernard Njonga. Pour promouvoir la production locale de ces nouvelles denrées, nous sommes favorables à la subvention du milieu rural. Il faut revaloriser ces produits, leur donner une nouvelle valeur locale, et encourager les agriculteurs à s'y lancer : Tomates, maïs, riz, oignons. Les huiles, un peu plus tard. « On cible ces quatre denrées alimentaires, parce que ce sont des produits-clés », estime le président de l'ACDIC.